
NOTES ET DOCUMENTS

QUELQUES ASPECTS DE LA TRANSITION A L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ DU SECTEUR RURAL EN CHINE

Dov SHORESH

Professeur, Development Study Center, Rehovot, Israël

Jiangsu, dont Jurong est un des arrondissements, est une des plus grandes des trente provinces de la Chine. Sa population totale (70 millions en 1995) ainsi que sa population économiquement active la classent en 4^{ème} position. Elle se situe au septième rang pour son niveau de développement économique, avec un GDP par habitant 1,5 fois plus élevé que la moyenne nationale.

Le taux annuel de croissance de l'industrie, nettement plus fort que celui de l'agriculture, a donné à la province un profil économique de région développée. En 1994, le produit agricole représentait 16,1 % seulement du produit provincial brut (25,7 % pour la Chine) et l'emploi agricole, à plein temps ou partiel, ne dépassait pas 43,2 % du potentiel de la main-d'œuvre provinciale (54,3 % pour la Chine).

Dans le contexte chinois, le niveau de développement de l'agriculture de Jiangsu est très élevé. En dépit d'une dotation provinciale en terre arable par tête relativement plus faible (0,088 ha/tête comparé à 0,145 ha/tête en moyenne nationale), la valeur de la production agricole à l'hectare de Jiangsu était, en 1994, 1,8 fois plus forte qu'au niveau national. En 1994, avec 6 % seulement de la main-d'œuvre rurale de la Chine, la province de Jiangsu offrait 10,5 % de la production nationale d'œufs, 9,4 % de celle de volaille, 11,8 % de riz, 8,8 % de blé, 10,5 % de coton. En terme de rendement à l'hectare, en 1994, Jiangsu se classait en 2^{ème} position des provinces de la Chine pour le riz, en 5^{ème} pour le blé, en 7^{ème} pour le coton et en 4^{ème} pour le colza.

La trajectoire de développement suivie par Jiangsu durant les deux dernières

décennies reflète le cours général des transformations du monde rural chinois. Sous l'influence des décisions historiques de 1978, le secteur rural chinois s'est engagé sur le chemin de "l'économie de marché socialiste spécifique à la Chine".

A la base de ce tournant se trouve la décision de démanteler la Commune Rurale du Peuple (en bref la commune), cadre collectif de prise de décisions, et de la remplacer par un système d'exploitations individuelles autonomes, basé sur les signaux du marché.

La commune, regroupant quelques villages, représentait une double entité :

- un cadre gouvernemental, administratif, de gestion des affaires publiques ;
- un cadre coopératif obligatoire d'organisation de la production agricole, industrielle ou commerciale.

Dans le premier cas, la commune était tenue de développer, gérer et faire fonctionner les services publics : éducation, santé, logement, infrastructures physiques (eau potable, égouts, routes, courant électrique, etc.). Dans le second, la commune gérait collectivement l'utilisation des ressources (main-d'œuvre, intrants, outillage, terres) pour réaliser les tâches de production et de distribution concernant les entreprises agricoles et industrielles de sa juridiction, tâches assignées par les échelons supérieurs.

De par sa nature, la commune était un outil institutionnel tenu de répondre aux problèmes du milieu rural que le gouvernement chinois devait affronter :

- assurer la production et l'approvisionnement en denrées alimentaires de base pour une population très importante (plus de 1,2 milliards) ;
- assurer l'emploi (et par conséquent les sources de revenus) du secteur rural (voire urbain) ;
- freiner, sinon arrêter, l'exode rural.

La commune a rempli son rôle en utilisant, principalement, des leviers administratifs contraignants, reflet du système centralisateur de prise de décision et d'exécution coercitive.

Les quotas imposés pour la production agricole, la fixation des prix des principaux produits agricoles (blé, riz...), les restrictions sur l'usage des terres pour les autres cultures que celles centralement décidées, sont autant d'illustrations de l'approche étatique des problèmes alimentaires qui prévalait à l'époque (et qui, en

partie, subsiste encore). En même temps, les mesures d'intervention directe ont été accompagnées, en doses variées, par des mesures macro-économiques : investissements de l'État dans la recherche, amélioration des terres, irrigation, promotion des mesures incitatives (système de prix plus convenables pour les quotas et pour les intrants, crédit, etc.). Mais le trait dominant reste la centralisation des décisions concernant la production et la distribution : quoi produire, à qui vendre et à quel prix.

La disparition de la commune marque un changement total, avec le transfert de la prise de décision au niveau de l'exploitation individuelle agissant pour son bénéfice privé selon les signaux du marché.

Le changement a été scellé par une mesure inconcevable sous l'ancien système : le transfert du droit d'usage de la terre appartenant à la collectivité (et continuant d'être sa propriété) à l'exploitation familiale, par morcellement des champs et par répartition des lots sous contrat entre la brigade (sous-unité de la commune) et le paysan. A ce pas décisif se sont ajoutées d'autres avancées : l'allongement du contrat à 30 ans (encourageant les investissements) ; le droit à une compensation (rente) pour la cession du droit d'usage de la terre accordé à l'exploitation ; la permission de contracter plus d'un lot (la légalisation de la concentration des terres). Mais le "dirigisme" de la production n'a pas été aboli, persistant surtout dans le secteur alimentaire, quoiqu'une marge croissante de liberté d'action soit laissée au paysan.

Les conséquences n'ont pas tardé : apparition et expansion d'un marché des immobiliers ruraux (terres), apparition de fermes de grande taille spécialisées en grains, concentration des capitaux dans des grandes fermes spécialisées dans la production animale et réduction du problème alimentaire. Entre 1978 et 1994 la valeur de la production agricole nationale (en prix constants) a presque triplé. En même temps, la productivité moyenne du travail dans l'agriculture a plus que doublé, aggravant le chômage latent et ouvert en milieu rural, phénomène renforcé par l'élimination continue des petits producteurs.

La commune, représentant l'État, était tenue par la constitution chinoise d'assurer l'emploi de chaque citoyen capable de travailler. Elle a accompli ce rôle en développant les services publics souvent au prix d'un chômage déguisé par le gonflement des postes et du nombre des fonctionnaires. La commune a également soutenu l'emploi en développant l'industrie locale (rurale), à n'importe quel prix.

Avec la suppression de la commune disparaît, aussi, le fournisseur institutionnel d'emploi rural. Officieusement, sinon officiellement, on continue de

garder les employés des entreprises d'État, même déficitaires ; on prêche l'absorption des chômeurs ruraux dans les firmes d'État, coûte que coûte ; mais on reconnaît que se sont des remèdes insuffisants. Pour la première fois en Chine socialiste on prévoit du chômage au cours du nouveau plan quinquennal. On a banni toute interdiction administrative de mobilité d'emploi qui barrait l'accès au travail non agricole des fermiers. En ouvrant les portes de l'initiative privée (individuelle ou coopérative), l'État se heurte, de plus en plus, à un autre problème, développer un cadre favorable à l'épanouissement de l'industrie privée : infrastructure (dans les zones industrielles rurales), crédits et avantages fiscaux, formation professionnelle, etc.

Faute d'emplois à la campagne, on s'attend, officiellement, à une pression accrue de l'exode rural. Dans cette perspective, le gouvernement chinois s'attaque simultanément à trois défis :

- promouvoir l'industrialisation rurale, solution de rechange pour pallier le chômage déguisé ou révélé dans l'agriculture ;
- développer des zones industrielles en milieu rural, pour rapprocher l'emploi des villageois, bénéficier des avantages d'échelle, mieux protéger l'environnement ;
- construire des petits centres urbains en milieu rural, pour fournir des logements et des services publics afin de maîtriser et de garder sur place le surplus rural.

L'arrondissement de Jurong, tout comme la province de Jiangsu, reflète ces changements, qu'une brève étude menée en janvier-mars 1996 a permis d'identifier. Cet article présente l'impact de la transition du secteur agricole à l'économie de marché sur la production alimentaire, sur les revenus des paysans ainsi que sur l'emploi rural.

L'arrondissement de Jurong disposait à la fin de 1995 d'une population de 600 000 habitants. La plus grande partie, 558 000 habitants, vivait dans 22 cantons ruraux (avec une moyenne de 15 villages chacun), et seulement 42 000 habitaient dans un centre urbain - Hua yang. La plus grande partie de la population des cantons (150 000 ménages) était classée "agricole" (synonyme dans la terminologie chinoise officielle de "rurale"), classement qui entraîne des limitations administratives très sévères à la migration permanente (et temporaire) hors village.

Les réalisations agricoles de Jurong égalent, et parfois dépassent, les moyennes provinciales de Jiangsu. Après avoir effectué les corrections nécessaires pour rendre comparables les données de Jiangsu (1994) avec celles de Jurong

(1995), il ressort qu'en moyenne la valeur ajoutée par exploitation agricole de Jurong était 1,5 fois plus élevée que celle de Jiangsu (7 500 yuan vs. 5 000 yuan). Même si l'on neutralise la variable "thé", une culture bien plus rentable que toute autre et dont la taille (de la plantation) est dix fois plus grande par exploitation en Jurong que la moyenne provinciale, le décalage reste largement en défaveur de Jiangsu (5 790 yuan vs. 4 790 yuan). Le lot individuel d'une exploitation moyenne est très semblable à Jurong et à Jiangsu –0,320 hectare et 0,295 hectare– mais dans cet arrondissement on l'utilise, semble-t-il, mieux. Le produit brut à l'hectare de la production végétale était, en 1995, de 28 450 yuan pour Jurong contre 19 500 yuan pour Jiangsu.

La valeur de la production agricole de Jurong atteignait, en 1995, 2 161,8 millions yuan (soit environ 270 millions US\$) dont 1 358,6 millions yuan de valeur ajoutée qui devait rémunérer les 29,7 millions de journées de travail standard (JT) utilisées. Les cultures annuelles et pérennes constituent la composante principale de la production agricole. A la fin de 1995, elles fournissaient 77 % du produit agricole total, 79 % du revenu agricole (valeur ajoutée) et utilisaient 4/5 des journées de travail consacrées à l'agriculture. La production animale constituait 14 à 20 % de la production et des JT ; le reste étant réalisé par la pisciculture.

Le trait saillant de l'exploitation agricole de Jurong est son double visage : d'un côté l'autosuffisance, manifestée dans le penchant du paysan à pourvoir à ses besoins alimentaires de base (riz, blé, colza, oeufs, viande) dans sa ferme minuscule, reflétant ainsi la politique centraliste d'autonomie alimentaire régionale. De l'autre côté, une orientation de marché dont témoigne le fait que plus de 50 % de la production totale (en valeur), sans compter le thé, sont vendus. Mais il ne faut pas ignorer que la moitié de la production vendue est commercialisée sous les contrats (contraignants) d'acquisition d'État (riz, blé, coton, etc.) aux prix fixés administrativement. Seulement 26 % de la production totale est réellement vendue sur le marché, dont deux tiers proviennent du petit cheptel de basse-cour. La méfiance de l'État socialiste chinois envers la capacité du mécanisme de marché à pallier les éventuels déséquilibres alimentaires régionaux se traduit par une politique d'autosuffisance locale, obligatoire à tous les échelons. On comprend aisément l'intérêt d'une étude essayant d'analyser les conséquences d'un allègement du dispositif directement centralisé de l'économie rurale.

1. LE MODÈLE D'OPTIMISATION RETENU

L'instrument choisi pour saisir les impacts probables de ces changements est un modèle d'optimisation (linear programming : LP) de la production agricole de

Jurong, qui relie les résultats de 1995 aux conditions (contraintes) existantes.

L'aspect formel du modèle d'optimisation est :

$$\text{Max } Y = \sum_i x_i y_i$$

$$\text{avec } \sum_i x_i a_{ij} \geq b_j \quad x_i \geq 0$$

où

Y, y_i = valeur ajoutée totale ou par unité de l'activité (i)

x_i = volume de l'activité possible (i)

a_{ij} = coefficient d'utilisation de la ressource (j) par l'unité d'activité (i)

b_j = quantité disponible de la ressource (j)

Pour analyser les résultats de l'optimisation il n'est pas nécessaire de détailler les composantes traditionnelles du modèle :

- *les contraintes* : terre arable par saison, main-d'œuvre disponible par saison, capacités physiques données de la production animale, piscicole et des vergers ;
- *les activités possibles* : quelques cultures choisies, par saison, chacune représentant des groupes similaires de cultures ;
- *la matrice des coefficients* : linéaires.

Par contre les particularités du modèle, du fait de la spécificité des aspects étudiés, doivent être, brièvement, explicitées :

- la politique "dirigiste" est traitée dans le modèle sous deux variantes : (a) les quotas obligatoires sur la production de blé, de riz et de colza sont exprimés en *quantités minima* imposées au LP (au niveau de *la production* de 1995) ; ou, alternativement, (b) leur absence totale.
- l'approche "autosuffisance alimentaire" régionale trouve son expression dans les quantités minima imposées au LP (au niveau de *la consommation locale* en 1995 de riz, blé, colza) ; ou, alternativement, l'absence de cette contrainte. La politique de "dirigisme" direct de la production et "l'autosuffisance" alimentaire du paysan ont la même expression dans le modèle : une quantité minima imposée (dans le cadre du LP) à la production. Donc, pratiquement, la différence entre les deux est purement quantitative. C'est pourquoi on ne les traite pas séparément.
- l'alternative envisagée pour le travail dans l'exploitation est l'emploi hors-ferme, qu'il soit saisonnier ou permanent (à plein temps), chacun avec son prix

journalier.

- les limites du marché pour les produits ordinaires ou spécialisés de Jurong (concernant principalement le maraîchage) ne sont pas très contraignantes : le poids de sa production agricole, 1,3 % seulement de celle de toute la province de Jiangsu et la proximité de Shanghai, immense marché local et port d'exportation, en témoignent. La seule contrainte à considérer est le rythme de pénétration aux marchés potentiels (l'expansion de la production). Comme limites inférieures du marché des cultures d'été (sauf le riz) on a considéré la surface occupée en 1995 (20 000 hectares, dont 13 000 hectares de cultures maraîchères).

Utilisant ce modèle nous avons pu simuler des situations diverses (en faisant varier les paramètres de départ) et analyser les résultats, c'est-à-dire comparer les structures optimales de la production obtenues sous différents ensembles de contraintes.

Les conclusions de l'étude n'ont pas la prétention d'exactitude quantitative mais seulement d'être correctes dans les ordres de grandeur donnés et leur direction. Pour réfuter les conclusions, on devrait considérer les données officielles comme complètement fausses en niveau absolu aussi bien que relatif, ce qui serait une hypothèse excessivement hardie.

Le modèle optimal de base, bâti sur les paramètres initiaux, est comparé avec ses variantes, résultant des changements de ces paramètres. Il ne faut pas oublier que le modèle de base est "optimal", c'est-à-dire meilleur que la réalité. Il faut noter que le modèle suppose, tacitement, que la région est une unité de décision indivise, avec pouvoirs de disposition sur les terres, la main-d'œuvre, les autres intrants, ainsi que sur leurs utilisations, en ayant pour objectif d'atteindre un revenu régional total maximum. Même si le modèle de base est un tableau plutôt idéalisé, les variantes peuvent servir comme mesure du changement relatif de la réalité si les conditions évoluaient comme dans les simulations envisagées.

La production animale, provenant en grande partie de la basse-cour avec des capacités physiques limitées, est essentiellement tributaire du travail familial. Sous cet aspect, elle concurrence les autres branches agricoles en produisant plus de revenu par chaque JT. Le résultat est que le modèle optimise le revenu en allouant d'abord tout le travail disponible (par saison) à la production animale, jusqu'à la limite de ses possibilités techniques. A partir de là, la procédure d'optimisation est poursuivie sur les cultures annuelles, surtout maraîchères. C'est sur ces branches qu'interviennent les limitations des marchés.

Les impacts des changements simulés de la politique agraire sont présentés dans les quatre sections qui suivent.

2. LES EFFETS DE L'ABOLITION DES QUOTAS

L'abolition complète des quotas imposés à la production agricole (directement ou indirectement par les contrats d'acquisition d'État), dans les conditions naturelles de Jurong, aurait un impact nettement positif sur le revenu régional. Laissant le mécanisme de marché agir librement sur la structure de la production, on rehausse le revenu total et agricole d'au moins 5 à 7 % (MO11 comparé à MO12). Le riz, le blé et le colza n'étant plus imposés (ni le coton), le travail et la terre qui y étaient utilisés sont dirigés vers d'autres cultures plus rentables : primeurs, légumes de saison, pastèques, patates.

Tableau 1 : Le modèle de base et les variantes étudiées

Marché des légumes	Variables	Les tâches imposées à la production du riz, du blé, du colza au niveau de la production (1995)	
		subsistent (1)	sont abolies (2)
limité (1)		MO11	MO12
	VA totale	1604	1727
	VA agricole	1436	1508
	JT agricole	29,4	26,8
	JT non agricole	9,0	11,6
	blé	31,5	48,5
	colza	17,0	0,0
	riz	33,8	0,0
	primeurs	0,1	3,5
autres légumes	1,7	0,0	
pastèques et patates	13,0	48,5	
non-limité (2)		MO21	MO22
	VA totale	1694	2083
	VA agricole	1601	2007
	JT agricole	33,2	33,9
	JT non agricole	5,2	4,5
	blé	31,5	48,5
	colza	17,0	0,0
	riz	33,8	0,0
	primeurs	0,3	7,0
autres légumes	7,0	10,7	
pastèques et patates	14,8	39,0	

MO : modèle d'optimisation

JT : journées de travail standard, en millions
cultures : en milliers d'hectares

(11, 12, 21, 22) : variantes du modèle

VA : en million de yuan

Le gain de revenu est tributaire, à la fois, de la libération des facteurs de production et des possibilités réelles d'une meilleure utilisation. Plus les limitations du marché sont relâchées, plus la redistribution des facteurs dans les branches agricoles est bénéfique : de MO21 à MO22 l'accroissement du revenu agricole, à la suite de l'abolition des quotas, s'élève à 25 %. On comprend aisément que plus le poids (en VA ou JT) des branches agricoles affectées par le régime des quotas est faible, moins l'abolition de cette politique a d'impact sur le revenu (les autres conditions restant comparables).

Dans la plupart des situations, la production agricole alternative est le meilleur choix pour l'utilisation des facteurs ainsi libérés, surtout la main-d'œuvre, et l'emploi hors ferme s'en trouve diminué. Mais parfois, à certaines saisons et particulièrement dans les conditions d'un marché limité, l'emploi hors ferme (travail saisonnier non-agricole) s'avère plus rentable (voir la transition de MO11 à MO12).

3. L'INSTAURATION DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET LA SPÉCIALISATION DES PRODUCTIONS

L'instauration de l'économie de marché (élimination du quota) mène à la spécialisation régionale, une meilleure alternative que l'approche actuelle d'autosuffisance locale.

Selon les données de Jurong, le riz, aliment de base, ne peut pas concurrencer efficacement, pour les facteurs saisonniers (travail, terre), les autres cultures et, dans les modèles de simulation, se trouve systématiquement éliminé (voir MO12, MO22). Le colza, culture oléifère d'hiver, s'avère inférieur au blé et même au travail saisonnier et est éliminé, aussi, dans toutes les variantes, comme le coton d'ailleurs. Par contre, les primeurs et les autres cultures maraîchères et de saison sont toujours incluses dans les solutions mixtes optimales et à des niveaux accrus. De même pour le blé, le porc, le poulet. Libre de ses décisions, l'agriculture de Jurong se serait engagée déjà et pleinement sur le chemin de la spécialisation.

La spécialisation mènerait à la hausse des revenus, en premier lieu agricoles. Elle remplacerait, efficacement, l'autosuffisance alimentaire locale en permettant le même niveau de consommation de grains tout en laissant une frange supplémentaire du revenu pour les autres postes de consommation. Un exemple basé sur les données de Jurong en 1995 offre une illustration de cette thèse.

La consommation locale de riz était en 1995 de 100 000 tonnes par an. Cette demande peut être satisfaite soit en prélevant sur la production propre (au prix de

la VA/kg, les coûts étant déjà déduits) soit en achetant du riz (à plein prix). Considérons les deux modèles de simulation : MO11 et MO12.

Tableau 2 : Impact des deux régimes

	MO11	MO12	Différence MO12-MO11
- Revenu agricole (millions d'yuan) affecté à la consommation de riz	1436	1508	+ 72
* production propre	- 150	-	+ 150
* acheté à plein prix	-	- 200	- 200
- Pour autres usages finaux	1286	1308	+ 22

Dans la structure optimale (en l'absence de cultures imposées) le riz n'a pas été retenu (MO12) ; pour la consommation de la région il doit être acheté. Et pourtant, après avoir couvert l'achat du riz en même quantité qu'auparavant, il reste une marge de revenu supérieure à la situation d'"autosuffisance". Comme on l'a déjà souligné, ce qui est important ce n'est pas l'exactitude des chiffres mais la direction qu'ils indiquent.

L'abolition de la politique des acquisitions d'État pour les grains ne menace pas, nécessairement, la production des denrées alimentaires de base. A Jurong, le blé, sans contrainte aucune, est inclus dans toutes les variantes d'optimisation et encore sur des surfaces doubles (31 500 ha) ou triples (48 500 ha) par rapport à la surface actuelle (17 000 ha) imposée. C'est grâce au fait que le blé rémunère la JT mieux que d'autres cultures de la même saison (le colza) et même mieux que la rétribution actuelle du travail saisonnier hors ferme. Pour des raisons similaires mais en sens inverse, le riz, sans imposition administrative, est rejeté dans toutes les simulations. Il n'est pas exclu, dans des conditions plus favorables (extension des grandes fermes spécialisées), que le riz trouve sa place à Jurong parmi les cultures rentables pour le producteur comme pour l'économie régionale.

L'arrondissement de Jurong, tout comme le centre-sud de la province de Jiangsu, est riche en sols fertiles, jouit d'un bon climat, bénéficie de la proximité des marchés immenses pour ses produits agricoles et possède un bon réseau routier. Jurong peut concurrencer toute autre région pour la plupart des produits, y compris les grains. Mais il serait erroné d'initier les paysans à produire tout ce qui est possible et, entre autres, tous les aliments de base : grains et huile. En effet, cette approche ignorerait l'avantage comparatif de Jurong qui devrait le pousser à choisir les spéculations qui exhibent le meilleur usage (comparé aux autres) des ses ressources favorables, mais limitées. Dans cette perspective, on comprend bien la

recommandation de la Banque Mondiale, qui propose dans un rapport de 1991, d'exclure les arrondissements sud de Jiangsu, de la base provinciale de grains (centralement décidée) pour leur permettre de produire ce qu'ils savent faire le mieux : les produits du cheptel et du maraîchage. C'est aussi l'attitude qui se développe (instinctivement) chez les paysans et (d'une manière raisonnée) chez les cadres de Jurong.

4. LE CHANGEMENT DE LA POLITIQUE AGRAIRE ET L'EMPLOI RURAL

Le changement de la politique agraire provoque des modifications profondes dans la structure de l'emploi rural.

A la suite du libre transfert du droit d'usage de la terre, se développe une dimension supplémentaire de la spécialisation régionale : la différenciation des exploitations agricoles. La circulation (presque libre, et apparemment, inévitable) des terres mène à leur concentration et à la création de fermes privées de taille moyenne, voire grande, à l'échelle chinoise. Selon la presse quotidienne locale, dans la province d'Anhui (limitrophe de Jiangsu) on constate, avec satisfaction, l'apparition de fermes labourant quelques hectares (la taille moyenne est de 0,3 hectare) jusqu'à quelques dizaines d'hectares. Ce sont, d'après la presse, des grands producteurs de grains, pratiquant la mécanisation de l'agriculture et l'utilisation poussée des fertilisants achetés au marché.

En parallèle, l'ouverture vers l'économie de marché permet l'accumulation des profits et leur investissement dans l'extension spécialisée de la ferme, surtout dans la production animale. Durant le court séjour pour réaliser l'étude, on a pu visiter une grande ferme avicole privée, récemment installée mais déjà largement diversifiée (production et vente de poussins, d'œufs, de poulets, et même de concentrés pour le poulailler) ayant un chiffre d'affaires de quelques centaines de milliers de US \$ par an.

L'éventail des exploitations se déploie rapidement sur le plan de la taille et de la diversité. On perçoit facilement l'impact multidimensionnel de ce développement sur le monde rural dont l'aspect, peut-être le plus lourd de conséquences, est celui concernant la structure de l'emploi rural.

Pour examiner ce problème on a procédé à une simulation, utilisant les données du modèle d'optimisation (LP) : un village hypothétique de taille moyenne a été composé d'exploitations de types différents. En variant les proportions entre les types d'exploitations on peut examiner l'effet sur la structure de l'emploi. Pour

simplifier l'analyse, on a envisagé six types d'exploitations : un type ordinaire et cinq spécialisés.

La "ferme ordinaire" est l'image optimisée d'une exploitation de 0,32 hectare, utilisant un seul des deux adultes de la famille (240 JT), libre de toute contrainte administrative sur la production et en matière d'autosuffisance alimentaire. Elle produit du blé, des légumes de toutes sortes, 400 kg de porc, 30 kg d'œufs, 30 kg de poulet, et dispose d'une trentaine de JT pour travaux fortuits saisonniers.

Les "fermes spécialisées" sont :

- ferme "élargie" : 3,5 hectares, mécanisée, productrice de grains ;
- ferme "productrice d'œufs", vendant 10 tonnes d'œufs ;
- ferme "productrice de poulets", vendant 7,5 tonnes de poulet ;
- ferme "porcherie", produisant 4,5 tonnes de porc ;
- ferme "inactive", fournissant de la main-d'œuvre.

Toutes les fermes spécialisées céderaient leurs lots, contre une rente foncière, aux fermes élargies, mais continuent l'élevage de basse-cour pour leurs besoins.

Le "village hypothétique" avec ses 400 exploitations et 128 hectares (dimension régionale moyenne), est examiné, d'abord sous une composition homogène d'exploitations ordinaires et, après, sous une composition différenciée. L'effet de cette simulation sur la structure de l'emploi est illustré dans le tableau n° 3.

Vu les dimensions très restreintes de l'exploitation, pour que 5 % des fermes puissent s'élargir à seulement 3-4 hectares chacune, il faut que la moitié des autres renoncent à leurs lots. Dans cette simulation, un tiers cède leur lot mais se spécialisent dans une autre branche ; deux tiers quittent l'agriculture carrément. Une fois le processus entamé, la hausse de productivité dans les fermes élargies rend très difficile la survie de l'exploitation "microscopique". Dans cette optique on comprend les assertions récentes des dirigeants chinois, au sujet du nouveau plan quinquennal, selon lesquelles la petite exploitation n'a pas d'avenir et qu'une partie de la paysannerie devrait s'orienter vers d'autres sources de revenus.

Au départ, 12 % de la main-d'œuvre devrait chercher du travail en dehors de la ferme, et surtout du travail saisonnier. Dans la nouvelle structure hypothétique du village, 23 % n'ont pas d'emploi, même partiel, dans l'exploitation [(38700-15200) / 102800]. Si ce processus se réalisait à Jurong, dans ses 150 000

exploitations agricoles un contingent d'à peu près 25 000 à 30 000 fermiers pourraient, au bout de quelques années, être repoussés de l'agriculture. C'est plus que le supplément démographique de la population économiquement active de Jurong dans 10 ans qui, lui aussi, devra trouver un emploi en dehors de l'agriculture. D'ici peu, le processus de concentration peut donc réduire le poids du travail agricole dans l'emploi total de Jurong de 30 % à 39 %.

Tableau n° 3

Type de ferme	Nombre d'exploitations	JT		
		à la ferme		hors ferme
		propres	salariés	
ordinaire	400	90,0	-	12,8
ordinaire	180	40,5	-	5,7
élargie	20	4,8	13,2	-
pondeuses	25	5,0	-	1,0
poulets	25	4,0	-	2,0
porcs	25	6,0	2,0	-
inactive	125	3,8	-	30,0
Total	400	64,1	15,2	38,7

Le processus de la concentration foncière est critique pour le village chinois soumis à l'impératif de trouver des solutions de rechange, des emplois alternatifs pour les "futurs ex-fermiers" dans des délais coïncidant avec leur rejet de l'agriculture. Par ailleurs, la localisation de ces nouveaux emplois doit s'effectuer dans la région si l'on veut empêcher l'exode rural vers les grands centres urbains.

5. LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCONOMIE ET LES REVENUS DE L'AGRICULTURE

La libéralisation de l'économie intensifie l'interdépendance entre l'exploitation agricole et l'emploi non agricole.

Pour le paysan de Jurong, l'occupation agricole dans sa ferme minuscule est, actuellement, mieux rétribuée que l'emploi hors de la ferme : les cultures retenues dans les modèles optimaux payent de 25 à 60 yuan/JT, tandis que le travail saisonnier est payé 17 à 20 yuan/JT. Le modèle (LP) reproduit, semble-t-il, avec assez de fidélité la réalité telle que les données de 1995 la présentent : s'il ne trouve pas un emploi permanent hors ferme, le paysan cultive d'abord son petit lot pour s'acquitter des obligations envers l'État et pour sa consommation et seulement après il cherche du travail (saisonnier) pour augmenter ses revenus. Si les contrats

de vente à l'État disparaissaient, le travail consacré à l'exploitation sera conditionné, en premier lieu, par l'envergure du marché des produits agricoles. En simulant une extension du marché, dans les mêmes conditions de prix relatifs qu'en 1995, l'occupation agricole l'emporte de loin sur l'emploi hors de la ferme.

Les "mêmes conditions de prix" concernent non seulement les prix des produits agricoles, mais aussi les prix des facteurs (en premier lieu le travail). Considérons une situation simulée dans laquelle toutes les conditions du modèle MO12 sont conservées sauf une : le salaire journalier d'un employé à plein temps (toute l'année) est augmenté à 40 yuan, au lieu de 25 yuan en 1995. Les résultats de cette nouvelle simulation sont rendus ci-après.

Tableau n° 4

		MO12	MO12+
VA (million yuan)	totale	1726	1910
	agricole	1508	740
JT (million)	dans la ferme	26,8	15,0
	hors de la ferme	11,6	23,4
	- dont en hiver	4,4	-
	au printemps	-	-
	en été	1,9	-
	à l'automne	5,3	-
	- toute l'année	-	23,4

Si la JT hors ferme est faiblement payée par rapport aux revenus agricoles, les activités dans l'exploitation ont la priorité : le revenu agricole constitue plus de 85 % du revenu total des paysans et le travail non agricole reste saisonnier, en périodes agricoles mortes. Le travail hors ferme représente une soupape d'emploi, souvent non concrétisable.

Mais dès que la rémunération du travail non agricole permanent dépasse un certain seuil, l'activité hors ferme peut devenir prioritaire (MO12+) : l'activité principale devient le travail hors ferme à plein temps (60 %), laissant l'exploitation marcher au ralenti, quand il y a de la main-d'œuvre disponible (part time farming). Désormais, les deux actifs de l'exploitation travaillent à plein temps en dehors de la ferme, chacun consacrant à la ferme son temps libre (dans les 50 JT par an et par actif). Si le marché s'élargit (MO22), le seuil de salaire journalier qui produirait ce comportement est de 50 yuan. Salaire plus élevé va de pair avec travail plus qualifié, indiquant quel type d'industries peuvent s'accommoder de ces salaires.

Le résultat est similaire à celui donné à la section 4 : la concentration agraire conduit à plus d'ouvriers et à moins de paysans. Mais si la concentration des terres *pousse* le paysan hors de sa ferme, le développement rapide de l'industrie et l'amélioration du salaire *attire* hors de sa ferme. Les deux processus se complètent. Et par là, l'agriculture, les salaires, les prix, la composition de l'industrie se présentent comme un tout indivisible : le développement rural.